



FORCE OUVRIERE

SYNDICAT DES COMMUNAUX D'AULNAY SOUS BOIS

Aulnay-sous-Bois, le 6 décembre 2021

COMMUNIQUÉ

Lors de l'ouverture du Comité Technique du 6 décembre 2021 **Force Ouvrière** a tenu les propos préliminaires suivants:

*En dehors du procès-verbal du 27 septembre 2021, le syndicat **Force Ouvrière** a décidé à l'unanimité de voter non sur l'ensemble des dossiers qui seront présentés ce jour.*

En effet, nous nous insurgeons contre :

► *Le passage au forceps de la réforme des 1607 heures, depuis deux ans, notre syndicat réclamait l'ouverture des négociations, pour éviter la situation de blocage dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Le DRH nous a confirmé lors d'une réunion sur ce sujet que le blocage venait de la Mairie qui a attendu le dernier moment pour entamer les négociations.*

► *L'impossibilité qui va être faite aux élus suppléants du personnel de participer aux débats, alors que jusqu'à ce jour, ils y étaient autorisés.*

► *Les suppressions de postes (4 à 5)*

► *Les ordres du jour donnés au dernier moment, parfois sur table lors des préparations ce qui ne nous laisse pas le temps matériel de travailler correctement les dossiers.*

► *Le flou qui entoure les réorganisations de services qui restent incompréhensibles.*

Nous regrettons aussi le mépris des élus et de l'administration à l'égard des partenaires sociaux, nous rappelons que lors de notre dernière rencontre avec monsieur Palomo le 17 novembre, nous avons posé la question d'une éventuelle privatisation du service propreté.

Le Directeur Général des Services nous a menti en nous répondant qu'aucune étude de marché n'avait été commandée par la Mairie pour 2022. Pourtant, les agents du service propreté ont été convoqués mardi 31 novembre, au dernier moment par leur Direction pour les informer qu'une étude de marché va être lancée à partir du début de l'année 2022 et qu'une partie des agents de la ville vont être mis à disposition de la société choisie, on imagine laquelle.

Elle s'occupe déjà d'une grande partie de la voirie de la ville.

UNE QUESTION SE POSE :

**POUVONS-NOUS ENCORE FAIRE CONFIANCE AUX ÉLUS
ET À
L'ADMINISTRATION DE LA VILLE ?**